

Réalisations des Philippines dans la lutte contre la corruption

Discours de

l'honorable JOSE DE VENECIA fils

Président de la Chambre des représentants

**ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA
CORRUPTION; CONFÉRENCE D'ORGANISATION DU RÉSEAU DE
PARLEMENTAIRES DE L'ASIE DU SUD-EST CONTRE LA CORRUPTION**

1^{er} avril 2005, CCIP, Manille

I. LA CORRUPTION : UNE MALADIE DÉGÉNÉRATIVE DES GOUVERNEMENTS

LA CORRUPTION EST LA MALADIE *dégénérative* la plus courante
des gouvernements. C'est en outre une maladie *endémique* qui

ne frappe *pas seulement* quelques pays, mais est répandue dans le monde entier.

Même dans les pays riches, la corruption demeure un enjeu électoral éternel.

Cependant, dans le Tiers monde, la corruption est responsable de la *désintégration* de l'autorité et de *l'effondrement* d'États.

Dans notre propre pays, la corruption a déclenché deux révolutions pacifiques en vingt ans.

On comprend alors pourquoi nous, membres de la Chambre des représentants des Philippines, sommes heureux de participer à cet effort politique et civique en vue de l'adoption d'un plan

régional de lutte contre la corruption sous la houlette de notre *distingué* sénateur *Edgardo J. Angara*.

Le passage à un système représentatif a rendu la corruption plus répandue et plus visible

S'il est difficile de lutter contre la corruption, c'est que celle-ci a des causes multiples.

Le problème tient cependant souvent à des fonctionnaires mal payés possédant d'importants pouvoirs *discretionnaires* – *non seulement* vis-à-vis des entreprises, mais aussi vis-à-vis de trop nombreux aspects de la vie quotidienne.

Dans la plupart des pays pauvres, la corruption est si répandue que les gens d'affaires assimilent les pots-de-vin à un *coût de transaction*.

Il reste cependant que la *transition* de l'autocratie à des systèmes représentatifs a *en soi* eu pour effet de répandre la corruption encore davantage. (Le nombre de démocraties « officielles » est passé de 30 en 1974 à 120 en 1999.)

Dans les démocraties en transition comme la nôtre, la « politique de l'argent » règne en maître.

Même les efforts déployés pour moderniser l'administration publique peuvent avoir pour effet d'accroître la corruption, au moins à court terme.

Prenez la « décentralisation », par exemple.

La Banque mondiale avait fait la mise en garde suivante :
« Quand on dévolue de vastes ressources publiques à un palier de gouvernement peu expérimenté, le risque est grand d'une utilisation frauduleuse des fonds. »

II. LE FAIT DE LIMITER L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE JUGULE LA CORRUPTION

NOUS SOMMES TOUS MAINTENANT PARFAITEMENT CONSCIENTS de la manière dont la corruption *sape* les ressources destinées au développement, *fausse* l'accès aux services sociaux et *mine* la confiance de la population dans le gouvernement.

Comment vaincre la corruption?

Une solution évidente consiste à *limiter* l'intervention de l'État – *déréglementer* l'économie – *stimuler* la concurrence – et dans l'ensemble *donner* plus de latitude au marché.

Aux Philippines, nous sommes en train de démanteler les cartels, les monopoles et les autres formes de *capitalisme de copinage* héritées de la période de protectionnisme et de substitution des importations.

Par ailleurs, nous avons abaissé les barrières tarifaires qui rendaient la contrebande si lucrative.

Nous avons aussi révisé le régime fiscal qui, à une époque, permettait aux contribuables riches de déduire jusqu'à 92 p. 100 de leur revenu brut!

Autrement dit, nous essayons de faire en sorte que tous les gens d'affaires puissent exploiter leur entreprise tout en respectant la loi!

Plus le secteur public est vaste, plus les possibilités de malversations sont grandes

Nous avons aussi vite réalisé que, dans un État *faible*, plus le secteur public est vaste, plus les possibilités de corruption sont grandes.

Ainsi, nous avons *privatisé* les grandes sociétés d'État l'une après l'autre, en commençant par le vaisseau-amiral, la société nationale des pétroles, et même le système d'approvisionnement en eau de Manille.

La réforme visait essentiellement à libérer les gens d'affaires de l'emprise du gouvernement de manière que celui-ci se concentre sur sa véritable mission : voir à la stabilité politique – l'égalité des règles pour tous – l'infrastructure – et le respect de la règle de droit nécessaires pour que les gens puissent mener leur vie.

La réforme du système électoral peut réduire la corruption politique

Les Philippins réfléchis commencent aussi à se rendre compte que nous devons *réformer* le financement des campagnes électorales et *simplifier* le système à partis multiples.

Presque partout dans le monde développé, il importe d'encourager l'évolution de systèmes de partis moins

fragmentés et de limiter l'influence du *capital* sur la politique nationale.

En conséquence, le sénateur Angara et moi avons déposé des projets de loi distincts qui autorisent le *financement* par l'État de nos quatre grands partis politiques dans le contexte d'une réforme approfondie de notre système actuel.

À plus long terme, la révision constitutionnelle que nous envisageons pour adopter un régime parlementaire unicaméral devrait mettre un terme à nos élections présidentielles (et sénatoriales) ridiculement coûteuses.

Le renforcement de la capacité de l'État est un bon moyen d'obtenir une bonne gouvernance dans les sociétés en transition

Dans les *démocraties en transition*, la *tâche principale* dans la lutte contre la corruption consiste à *renforcer* la capacité de l'État – *parce que* la réussite du développement exige un État *efficace* – un gouvernement *transparent* – des bureaucrates *honnêtes* – des politiques *stables* – et un véritable ordre légal.

Dans la plupart des démocraties en transition, l'établissement de la capacité de gouverner exige une *quasi-rénovation du Sénat*.

Il importe de réduire les pouvoirs discrétionnaires de l'appareil bureaucratique par une plus grande ouverture – une plus grande transparence dans l'élaboration de la politique publique – une meilleure reddition de comptes – et l'établissement de contrôles institutionnels par la participation des représentants de la population.

Bâtir de telles institutions politiques prendra *nécessairement* du temps. Cela exigera aussi une orientation intelligente, de l'argent et – par dessus tout – de la patience, de la part des dirigeants politiques comme de la part de ceux qu'ils représentent.

III. CE QUE NOUS FAISONS POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

PERMETTEZ-MOI DE VOUS DONNER UN APERÇU des mesures *administratives et juridiques* que nous avons prises aux Philippines pour *améliorer* la transparence et la reddition de comptes dans le secteur public.

Ces dernières années, le Congrès a alourdi considérablement les sanctions frappant la corruption en adoptant une loi contre le « pillage ».

La loi définit le pillage comme le vol de fonds publics d'une valeur *minimale* de 50 millions de pesos – soit l'équivalent d'un million de dollars américains.

Le pillage interdit toute libération sous caution et est punissable par injection *létale*.

C'est le délit dont sont accusés l'ancien président Joseph Estrada (déposé) et – dans une affaire distincte – un général à deux étoiles qui était contrôleur des Forces armées.

Nous sommes aussi en train de *renforcer* les pouvoirs de notre *ombudsman* et de nos tribunaux spéciaux anti-corruption.

Le Congrès envisage l'adoption du modèle de commission *indépendante* de lutte contre la corruption de Hong Kong.

Dans l'intervalle, le gouvernement prône la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption qui criminalise la corruption et accroît la participation de la société civile à la campagne de lutte contre la corruption.

Un système électronique d'attribution des marchés publics

Partout dans le monde, les marchés publics figurent parmi les grandes cibles de la corruption.

Nous venons de rendre notre système d'attribution des marchés publics plus *ouvert* et plus *concurrentiel*.

Je suis l’auteur principal de la Republic Act 9184, aussi appelée Loi de 2003 sur la réforme des marchés publics, qui institue un système *électronique* comme principale source d’information sur tous les achats du gouvernement.

Nous voulons par cette loi nous attaquer aux racines de la corruption – à savoir le manque de transparence, les pouvoirs décisionnaires excessifs, les innombrables possibilités de collusion et les retards inutiles. Ce sont ces échappatoires que cette importante loi de réforme commence à obturer.

Nous n’avons pas seulement institué un portail électronique unique de renseignements sur tous les marchés publics pour améliorer la reddition de comptes, l’équité, l’efficience et l’économie. Nous avons aussi porté la norme de transparence à un niveau différent.

Des représentants d'associations, d'organisations ou de chambres pertinentes reconnues du secteur privé, et même du secteur religieux, peuvent maintenant participer comme observateurs à tous les stades du processus d'attribution des marchés publics.

Cette loi a considérablement réduit le temps de traitement des marchés publics. Elle contient aussi pour la première fois une disposition garantissant des produits et services de qualité.

La Banque asiatique de développement a déjà affirmé que cette loi est une importante loi anticorruption, car ce nouveau système a amélioré la concurrence entre fournisseurs et fait baisser de 30 p. 100 en moyenne les prix des achats du gouvernement.

J'étudie actuellement un projet de *Loi sur la liberté d'information* qui améliorerait la surveillance publique du gouvernement en augmentant le volume de l'information que les gens ordinaires peuvent se procurer sur les activités du gouvernement.

Vérifications du niveau de vie des hauts fonctionnaires

Parmi les mesures administratives que nous avons prises ces dernières années, il importe de mentionner les vérifications du niveau de vie des hauts fonctionnaires de ministères sensibles, autorisées par le Président.

Depuis que ces vérifications ont commencé – en mars 2003 – plusieurs hauts fonctionnaires qui vivaient au-dessus de leurs moyens ont été poursuivis.

Le gouvernement s'est doté d'un système de comptabilité simplifié conforme aux normes internationales qui génère des états financiers périodiques et fournit des points de repère pour évaluer ces coûts par rapport à ceux du secteur privé.

Malgré tous ces éléments positifs, je dois néanmoins avouer que les progrès de la lutte contre la corruption demeurent lents.

À l'instigation d'un ombudsman *dynamique*, le taux de condamnations dans les cas de corruption a récemment doublé, mais il n'est toujours que de 14 p. 100 des affaires jugées.

Nous devons renforcer notre système judiciaire – de manière qu’il puisse plus efficacement protéger les droits de propriété et contrôler l’exécution des marchés.

IV. LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : UNE BATAILLE EN DEMI-TEINTES

C’EST LÀ OÙ NOUS EN SOMMES POUR LE MOMENT.

Dans l’ensemble, les Philippins semblent avoir une *tolérance* élevée pour la corruption – sans doute parce qu’ils y voient un moyen utile de graisser les rouages de l’appareil bureaucratique.

Nous devons *sensibiliser* davantage la population aux importants *effets pervers* de la corruption sur les *rouages* de

l'État – et encourager la société civile à participer à la lutte contre la corruption.

Une historienne américaine, Barbara Tuchman, a fait un jour remarquer que de toutes les activités humaines, le gouvernement était sans doute la moins réussie.

La lutte contre la corruption politique sera forcément une bataille *éternelle* en demi-teintes – non seulement dans les nouvelles nations, mais partout dans le monde.

De toute évidence, il n'existe pas de solution facile au problème de la corruption – mais il nous incombe de promouvoir une culture de civisme qui encourage les gens ordinaires à assumer leur part du fardeau civique.

Et nous ne pouvons le faire que si nous-mêmes – les représentants élus de la population – nous conduisons de manière exemplaire, montrant que pour nous, la qualité de *citoyen* n'est *pas* un emploi à temps partiel – et *pas* un passe-temps – mais une *obligation* de tous les jours.